

Perspectives

N°23/114 – 20 avril 2023

INDE – Derrière le « moment indien », le domino géopolitique

L'Inde est devenue un incontournable

Ce n'est pas forcément l'Inde qui a subitement changé, mais c'est le monde tout autour d'elle. Ainsi, dans la situation de fragmentation géopolitique globale, l'Inde devient l'un des plus gros « pays pivot » du monde, c'est-à-dire que sa bascule stratégique, dans un camp ou dans un autre, peut conditionner le scénario global. Ce pays est donc courtisé, et cela lui ouvre une grande latitude sur la scène internationale, que Modi sait exploiter pour renforcer l'autonomie de son pays. L'Inde est donc à la manœuvre pour pousser un scénario multipolaire de réforme des institutions et des normes internationales, plus favorable au « Grand Sud », dont elle se rêve en leader.

Ce scénario n'est pas simple à gérer pour les États-Unis, qui préfèrent un narratif bipolaire d'alliance des démocraties contre les autocraties. Mais attirer l'Inde dans le camp occidental reste une priorité pour eux, ce que la montée des tensions frontalières sino-indienne facilite. Une négociation réussie de la Chine et de l'Inde serait catastrophique pour les Américains, car Delhi est appelée à jouer un rôle important dans leur politique de *containment* chinois.

Plus généralement, la situation géographique de l'Inde la rend incontournable à l'heure où la géographie fait son retour : au nord, elle est la clé de la sécurité continentale eurasiatique ; au sud, la clé maritime de la circulation dans l'Indo-Pacifique ; et l'un des verrous, avec ses bases de Nicobar et Andaman, du détroit de Malacca où transite l'approvisionnement énergétique chinois. La mer de Chine occupe l'actualité, mais l'océan Indien va se rappeler à nous, jadis océan du Milieu, avant que la Route de la Soie ne fasse oublier celle des épices.

Une nouvelle carte géo-économique pour les entreprises occidentales ?

Ce pivot géopolitique vers l'Inde déclenche l'intérêt des grands investisseurs occidentaux, qui intègrent ce déplacement comme une tendance de long terme dans leur stratégie d'investissement. Mais avec prudence et pour plusieurs raisons. Parce que le scénario géopolitique global reste incertain ; parce que les temps sont à la diversification des investissements et non à une nouvelle concentration dans un pays et parce que le modèle économique indien n'est pas encore rassurant et que les questions climatiques sont un handicap de long terme¹.

Néanmoins, l'affirmation américaine que l'Inde fait partie de sa zone de « *friendshoring* » constitue un effet signal majeur du « moment indien ». Les investissements de Foxconn et d'Apple matérialisent cet engagement et vont évidemment avoir un effet d'entraînement de filière.

Pour les grands acteurs de l'économie mondiale, il s'agit aujourd'hui de repérer les filières indiennes qui peuvent être dynamisées par la recomposition géo-économique globale, et de faire entrer l'Inde dans des chaînes de valeur qu'elle n'avait pour l'instant ni su, ni voulu intégrer, préférant des schémas de développement « *Make in India* ». La potentielle montée en charge indienne dans la mondialisation économique sera donc concentrée sur quelques filières. Pour les petites entreprises, l'effet de la géopolitique sera moindre, car le risque indien est encore élevé et la visibilité en matière de gouvernance trop faible, sauf à faire partie d'une filière stratégique dans laquelle les Occidentaux auront résolument décidé d'intégrer l'Inde.

¹ Consulter notre publication : publication Inde – [Derrière le « moment indien », le paradoxe économique](#)

Messages-clés

✓ L'intérêt pour l'Inde est partagé par de nombreux pays, mais se décline de façon différente

Pour les États-Unis et leurs alliés, l'enjeu est triple : maillon indispensable de la politique d'endiguement de la Chine, l'Inde fait partie du *friendshoring*. Pour les pays du Golfe et Israël, elle est un partenaire sur des filières régionales que ces États essaient de faire émerger dans la digitalisation, la sécurité alimentaire, les énergies vertes. Pour la Russie, la relation avec Delhi est l'une des clés de sa survie économique, avec les achats indiens dans l'énergie et la défense ; mais aussi de sa survie géopolitique, avec des rencontres dans le cadre des BRICS ou de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) – que l'Inde va présider en 2023, comme le G20. L'Inde a une relation obligée avec Moscou à cause de la part russe dans ses équipements militaires, mais Delhi diversifie ses achats vers Israël, les États-Unis et la France. Avec la Chine, la relation est devenue tendue dans l'océan Indien et surtout sur la ligne de démarcation de la frontière Nord (LAC). Selon les services de renseignements américains, le potentiel de conflictualité avec Pékin et avec le Pakistan serait élevé pour 2023 (la gestion de l'eau est un sujet notable de tensions régionales : N. Modi vient de demander une révision du traité de partage des eaux de 1960 avec le Pakistan). Cette dégradation de la relation avec la Chine scelle l'échec du rapprochement de 2014 entre Modi et Xi sur le plan économique, car les investissements promis par Pékin ont été décevants. Les récents PLI (programmes d'incitation à la production visant à augmenter les exportations à partir de filières nationales) indiens visent donc plutôt à accélérer le découplage industriel Inde-Chine. Cependant, Delhi reste dépendante de la Chine pour de nombreux approvisionnements clés (les importations augmentent en 2022) et la part des importations de Chine dans les exportations indiennes est élevée. Pour tous les autres pays, l'Inde veut être la voix fédératrice du « Grand Sud », prônant une globalisation du dialogue, narratif de « troisième pôle », appuyé sur un *soft power* et une diaspora importante.

✓ Une stratégie économique qui cherche à valoriser l'opportunité géopolitique

Officiellement, l'Inde reste donc neutre, mais elle se rapproche des États-Unis dans la défense, ce qui entraîne la collaboration de tout l'écosystème technologique des deux pays : la capillarité civil-militaire dans la haute technologie fonctionne comme une aspiration stratégique de l'Inde vers les États-Unis. Par ailleurs, les effets du *friendshoring* resteront certainement ciblés sur certains secteurs – ceux qui augmentent la résilience des chaînes de valeur américaines. La relation économique de l'Inde et des États-Unis restera donc prudente. Du côté américain, il s'agit aussi de ne pas répliquer l'erreur commise avec la Chine et d'entrer dans de nouvelles dépendances. Du côté indien, le ressort profond de la « neutralité » sera ordonné à la poursuite des intérêts du pays. Ce sont ces intérêts qui imposent le non-alignement, pas l'inverse. Mais pour l'instant, l'Inde cherche surtout à profiter de ce nouveau dividende géopolitique en signant des accords de partenariat, et en essayant d'attirer les investisseurs étrangers autour des onze corridors industriels lancés en 2021.

✓ Les évolutions politiques intérieures indiennes peuvent limiter, à terme, les gains géo-économiques

L'évolution idéologique occidentale marquée par les questions de diversité, matérialisée dans les critères environnementaux sociaux et de gouvernance (ESG), semble opposée à celle de l'Inde, qui aspire à une « démocratie ethnique ». Delhi est donc certes un partenaire indispensable de « l'alliance des démocraties », mais sa singularité de politique intérieure, où les questions ethniques et religieuses jouent un poids majeur et croissant, risque de mettre tôt ou tard les Occidentaux face à leurs propres contradictions.

L'Inde devient un incontournable géopolitique pour de nombreux pays

L'Inde est une priorité stratégique pour les États-Unis (premier pays client avec 17,6% des exportations en 2022) et leurs alliés, car sans elle, il n'y aura pas de politique efficace d'endiguement de la Chine, au niveau géographique, mais aussi dans les secteurs technologiques clés. En effet, l'affrontement sino-américain se traduit par une volonté de contrôle des nœuds de puissance, des ressources stratégiques, et des chaînes de valeur essentielles via un réseau d'alliances et sur, ces trois points, l'Inde peut jouer un rôle majeur.

Pour les pays du Golfe, notamment les Émirats, Delhi est l'un des maillons d'une stratégie régionale

de digitalisation, de transition vers les énergies vertes et de sécurité alimentaire. L'Inde est un acteur important des services (télécommunications, éducation, santé, tourisme, transport maritime et aérien) et Dubaï peut difficilement déployer sans elle son aspiration à être un *hub* aérien et informatique mondial. Les Émirats sont le troisième partenaire commercial après les États-Unis et la Chine. L'Arabie saoudite veut aussi coordonner son programme Vision 2030 avec les initiatives du *Make in India*, *Start-up India*, *Smart Cities*, *Clean India* ou *Digital India*. Même chose pour Israël. Avec Tel Aviv, le rapprochement est ancien dans la défense et l'Inde est devenue le plus gros acheteur de défense israélienne devant les États-Unis. Surtout, l'axe Inde-Israël se développe autour de l'affinité idéologique de « nation ethnique ». Une plateforme de coopération a été formée

en 2021, le I2U2, réunissant Israël, les Émirats, l'Arabie saoudite, l'Inde et les États-Unis, pour fédérer les collaborations dans six domaines prioritaires : l'eau, l'énergie, les transports, le spatial, la santé et la sécurité alimentaire.

Sa tradition de non-alignement fait de l'Inde un partenaire de facto pour tous les pays révisionnistes de l'ordre mondial. Pour la Russie surtout, la relation avec Delhi est l'une des clés de sa survie économique, avec les achats indiens dans les secteurs de l'énergie (80% des importations de Russie, en hausse de 330% en 2022) et de la défense, mais aussi de sa survie géopolitique, avec des rencontres dans le cadre des BRICS ou de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) – que l'Inde va présider en 2023 en même temps que le G20. La relation avec la Russie est ancienne et Moscou compterait pour environ 50% de l'arsenal militaire indien. **Avec la Chine**, la relation est de plus en plus tendue (cf. *infra*), car l'Inde est le concurrent stratégique le plus dangereux dans la région à long terme. Mais elle est aussi un partenaire occasionnel, à court terme, pour porter la demande d'une autre mondialisation.

Enfin, les évolutions géopolitiques ouvrent une nouvelle place au soft power indien qui cherche à être la voix fédératrice du « Grand Sud », en prônant une globalisation apaisée, fondée sur le dialogue et la négociation, message martelé par N. Modi au G20. Cette position est d'autant plus propice à l'émergence d'un troisième pôle, qu'elle épouse la vision d'une partie des pays du globe vis-à-vis du conflit ukrainien, rejetant *de facto* le narratif de guerre des démocraties contre les autocraties. **Cependant, le non-alignement n'est pas une vraie neutralité, car il affaiblit le narratif américain. Dans un monde polarisé qui impose une logique d'ami-ennemi, tout l'exercice indien sera donc d'échapper à cette polarisation**, mais cela va évidemment dépendre du degré de tension États-Unis-Chine-Russie.

L'Inde cherche à se positionner pour profiter de cet intérêt géopolitique, car elle sait qu'elle a besoin d'alliances économiques. Sinon, le « moment indien » passera vite. Depuis le Covid, il y a donc une inflexion du gouvernement de Modi, jusqu'alors rétif aux accords de libre-échange, mais désormais plus ouvert (dans la limite de l'autonomie nationale, comme en témoigne le blocage des exportations de blé : nourrir la population reste une priorité) : de nouveaux accords de libre-échange sont à l'étude avec le Royaume-Uni, le Canada et l'UE ; un accord de coopération économique et commerciale a été signé avec l'Australie en décembre dernier (asymétrique cependant, avec une réduction des droits sur 100% des produits australiens, contre seulement 70% pour l'Inde), et avec les Émirats en 2022.

Le soft power indien est puissant, qui peut devenir un axe important de réforme des institutions internationales, d'autant qu'il rencontre la position du Brésil, autre héritier historique du non-alignement, qui succèdera à l'Inde à la présidence du G20. Ce *soft power* s'appuie notamment sur la diaspora la plus importante du monde (18 millions de personnes), l'usage de l'anglais, l'influence de Bollywood en Afrique et au Moyen-Orient, et le statut de « pharmacie du monde ». Pendant le Covid, 20 millions de doses ont été distribuées à 100 pays, 50% des génériques africains viennent d'Inde (politique similaire d'aide avec le Brésil dans la lutte contre le sida).

Les relations Inde-Chine se sont dégradées, les États-Unis profitent de cette défiance

L'activisme chinois dans l'océan Indien fait redouter à l'Inde un « grignotage » géopolitique, similaire à celui déployé en mer de Chine. L'installation de ports à usage mixte, qui tracent la ligne du « Collier de perles » fait craindre cela, d'autant que l'axe Islamabad-Pékin s'est renforcé autour du port de Gwadar. Surtout, la défiance sino-indienne s'est cimentée depuis les affrontements de 2020 à Galwan, qui ont réveillé le contentieux de 1962. Depuis 2020, malgré des rencontres diplomatiques, la tension ne fait que monter, entretenue par la construction d'infrastructures et le déploiement de troupes des deux côtés de la frontière. Fin 2021, la Chine a donné un nom aux quinze sites disputés. Les causes de la tension n'ont pas disparu et les services de renseignement américains en soulignent le potentiel de conflictualité.

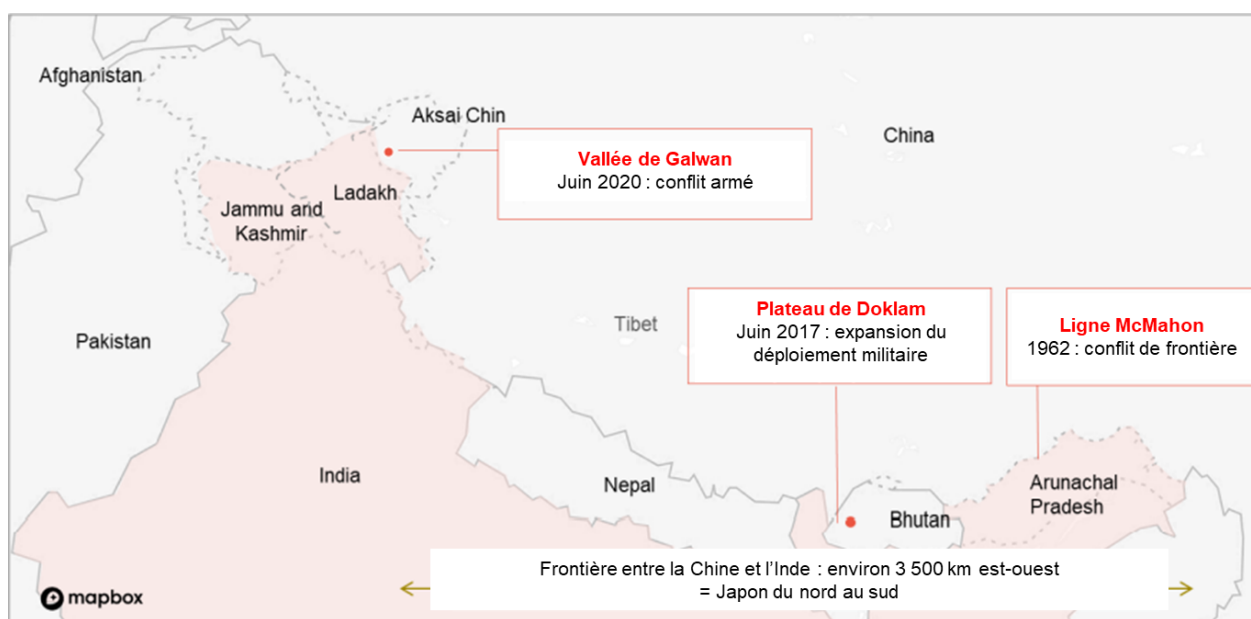
La maîtrise des ressources en eaux régionales est un sujet de tension, que la Chine contrôle en amont via le Gange, le Brahmapoutre, le Mékong et le Yangtze. 48% des eaux du plateau tibétain chinois coulent vers l'Inde et approvisionnent notamment le *rice bowl* indien. Il est en fait difficile de savoir quelle quantité d'eau la Chine maîtrise, car les pluies en aval limitent *de facto* le pouvoir de blocage chinois, mais les risques de litiges sont nombreux, les instances de coordination insuffisantes, le partage des données également et les infrastructures fluviales (les barrages) sont utilisées comme nouvelles lignes de démarcation territoriales.

La guerre de l'eau ne concerne pas que la relation sino-indienne, mais le Bangladesh, le Pakistan et tous les États régionaux. Le 25 janvier 2023, l'Inde a publié une notification demandant au Pakistan une modification du traité de partage des eaux signé en 1960 sous l'égide de la Banque mondiale. La situation est tendue, là aussi. N. Modi n'a jamais caché sa volonté de contrôler « la moindre goutte » des fleuves dont

dépend l'Inde. Il faut néanmoins espérer que le discours de *soft power* indien, fondé sur la paix et la négociation, soit une motivation à apparaître comme une puissance responsable et stabilisatrice, au plan régional et mondial.

La défiance sino-indienne se traduit économiquement. Lors de la rencontre Xi-Modi de 2014, un programme sur cinq ans visait à réduire le déficit commercial indien et à promouvoir les investissements chinois, à hauteur de 20 milliards de dollars. Or, le déficit commercial indien ne s'est pas réduit et les investissements chinois n'auraient pas

dépassé 2 milliards. Par conséquent, quand le gouvernement Modi a présenté le « *self reliant India* » en mai 2020, fondé sur des schémas de PLI, il était clair que ce programme visait aussi à un *decoupling* industriel avec la Chine. Par exemple, le PLI impose des certifications pour tout projet ou rachat, qui sont rarement données aux investisseurs chinois. Malgré tout cela, la dépendance de l'Inde aux importations chinoises reste forte, avec un niveau record d'achats à Pékin en 2022, et un déficit commercial bilatéral indien qui se creuse.



Source : open street map

La collaboration avec les États-Unis dans la défense et la haute technologie peut accélérer le développement de secteurs stratégiques, mais le *friendshoring* aura des limites

La collaboration avec les États-Unis est ancienne, avec des investissements importants (3^e investisseur en Inde) et une diaspora active (2^e pays d'accueil après les Émirats). De nombreux Indiens font leurs études dans les universités américaines et la forte représentation des élites indiennes dans les directions économiques et politiques anglo-saxonnes est un facteur de rapprochement.

Dans la défense, cela fait plusieurs décennies que l'Inde et les États-Unis développent des projets, commerciaux, technologiques et des manœuvres communes. L'accord de 2022 (*Initiative on Critical and Emerging Technology*) marque un nouveau rapprochement, en couplant défense et technologie. Une plateforme devrait connecter les start-up et aider à travailler sur la résilience des chaînes de valeur. Avec cet accord, il s'agit

d'intégrer deux écosystèmes d'innovation ; on peut se demander si la capillarité entre civil et militaire dans les secteurs de haute technologie ne fonctionne pas comme une aspiration stratégique de l'Inde vers les États-Unis.

Ce glissement vers l'Occident, fédéré par une hostilité commune à la Chine, est renforcé par la coopération au sein du Quad, plaque tournante pour le rapprochement sécuritaire des États-Unis, du Japon et de l'Australie avec l'Inde. Des exercices militaires Inde-Japon ont eu lieu pour la première fois en 2023. Des exercices navals avec tous les partenaires du Quad avaient eu lieu dans le golfe du Bengale en 2021. Ces manœuvres n'ont cependant pas empêché l'Inde de prendre part aux manœuvres russo-chinoises Vostok 2022, mais New Delhi s'est tenu à l'écart des exercices autour du Japon. Enfin, le cadre de coopération indo-Pacifique lancé en 2022 par les États-Unis est aussi un outil de pilotage des alliances régionales.

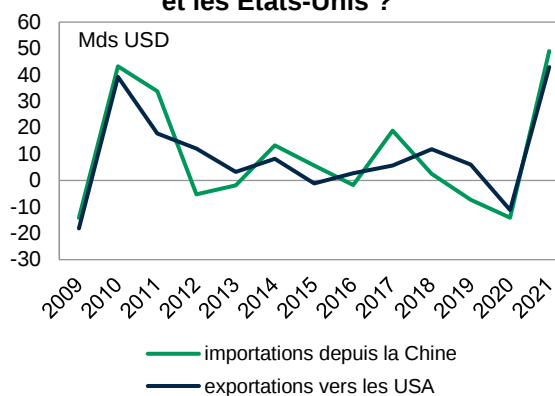
Janet Yellen a été la porte-parole officielle des États-Unis assurant que l'Inde faisait partie de leur mondialisation des amis. Pour les investisseurs, cette affirmation est un bonus informel

de sécurité juridique. L'Inde a d'ailleurs été exonérée de sanctions pour ses activités dans le très stratégique port iranien de Chabahar. Cependant, le *friendshoring* va surtout favoriser certains secteurs-clés pour l'économie américaine dont les semi-conducteurs, l'informatique, les télécommunications ou la pharmacie (40% des génériques américains viennent d'Inde, mais beaucoup de principes actifs de Chine). **En fait, le *friendshoring* ne sera qu'une des stratégies de résilience, aux côtés du *reshoring*, ou du *nearshoring*.** Or, la tendance la plus forte est celle de la régionalisation, et surtout du rapatriement national des filières (selon Cap Gemini, 8% des entreprises en 2021 envisageraient un *nearshoring*, contre 10% un *reshoring*). Ce sont les plus proches partenaires des États-Unis qui devraient donc profiter du *nearshoring*. En revanche, c'est une logique qui peut jouer pour l'Inde en ce qui concerne le Japon et l'Australie.

L'intégration dans de nouvelles chaînes de valeur crée de nouvelles dépendances commerciales. La montée en gamme sur la pharmacie, par exemple, pourrait rendre l'Inde encore plus dépendante de la Chine pour certains principes actifs. D'une façon plus générale, la part en importations de Chine dans les exportations indiennes est élevée, et on y retrouve la dualité géo économique indienne : États-Unis premier pays client, Chine premier pays fournisseur. Le non-alignement géopolitique est la meilleure façon de gérer la réalité des interdépendances économiques et l'Inde n'est pas la seule dans ce cas...

La relation de l'Inde et des États-Unis restera certainement prudente. Du côté américain, il s'agit de ne pas répliquer l'erreur commise avec la Chine et d'entrer dans de nouvelles dépendances. Du côté indien, le ressort profond de la « neutralité » est ordonné à la poursuite des intérêts du pays. Ce sont ces intérêts qui imposent le non-alignement, pas l'inverse. Ce positionnement est d'ailleurs cohérent avec les évolutions politiques intérieures depuis l'élection de N. Modi, qui garde comme objectif la formation d'une « nation hindoue ». **La géopolitique indienne ne sera pas indépendante de cette stratégie de « démocratie ethnique ».**

**L'Inde : coincée entre la Chine
et les États-Unis ?**



Sources : FMI, Crédit Agricole S.A/ECO

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
19/04/2023	<u>Allemagne – Scénario 2023-2024 : le chemin sinueux de la reprise</u>	Zone euro
18/04/2023	<u>Zone euro – Scénario 2023-2024 : un mélange insolite de puissants facteurs de soutien et de freinage</u>	Zone euro
17/04/2023	<u>Émirats arabes unis – Un environnement favorable pour engager des réformes structurantes</u>	Moyen-Orient
14/04/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
13/04/2023	<u>Italie : compte d'agent au T4-2022, la consommation des ménages faiblit et les marges des entreprises se maintiennent</u>	Italie
13/04/2023	<u>Fragmentation du commerce mondial – Tentations et évaluations</u>	Monde
12/04/2023	<u>France – Scénario 2023-2024 : l'activité plie mais ne rompt pas</u>	France
07/04/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
07/04/2023	<u>Monde – Scénario macro-économique 2023-2024 : un ralentissement "baroque"</u>	Monde
06/04/2023	<u>La Chine, un prêteur en dernier ressort sélectif et gourmand</u>	Asie
05/04/2023	<u>Fintech Outlook T1 2023 – Muscler son jeu !</u>	Fintech
04/04/2023	<u>Zone euro – L'inflation sans surprise à la baisse en mars</u>	Zone euro
03/04/2023	<u>France – Recul anticipé de l'inflation en mars</u>	France
31/03/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
30/03/2023	<u>Le spectre de la crise politique plane de nouveau en Thaïlande</u>	Asie
30/03/2023	<u>Afrique du Sud – Une fin d'année peu réjouissante</u>	Afrique
29/03/2023	<u>Slovénie – Entre résilience et fragilisation</u>	Europe centrale & orientale

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Alexis Mayer, Jorge Mamani Soria

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.